Chers parents,

Mardi 19 mars, nous serons en grève pour défendre les personnels de la Fonction Publique et de l'École en particulier. Nous savons à quel point les services publics sont importants pour l’ensemble de la population.

Malgré de grandes déclarations, les choix qui sont faits par le ministère de l’Éducation nationale vont dégrader ces services publics. Aucune hausse de salaire n’est prévue, alors que nous constatons que les métiers de la Fonction Publique attirent de moins en moins de candidat-es. À titre d’exemple, les salaires des professeur-es des écoles de vos enfants font partie des plus faibles rémunérations de professeurs des écoles de l’Union européenne.

L’étude comparative menée, comme tous les ans, par l’OCDE dresse un bilan sans appel : les professeur-es sont, en France, globalement moins bien payé-es que leurs homologues des pays comparables. En France, les salaires des enseignant-es ayant 15 ans d'expérience n’ont augmenté que de 1 % entre 2010 et 2020, dans l’élémentaire alors qu’ils ont augmenté en moyenne de 6 à 7% dans les pays de l’OCDE. En 2020, le salaire après quinze ans d’ancienneté est inférieur de 24 % à la moyenne des pays de l’OCDE.

Le gouvernement annonce 10 milliards d’économies dont près de 600 millions de moins pour l’école publique. Mais nous, en plus de l’augmentation de nos salaires, nous demandons des ouvertures de classes dans les écoles où les classes sont chargées, la création de postes de RASED (enseignant-es spécialisées pour l’aide aux élèves en difficulté et psychologues scolaires) et la création de postes de remplaçant-es. L’académie de Paris ne parvient pas à recruter le nombre enseignant-es titulaires nécessaire pour couvrir toutes les classess. À la place, 125 postes d’enseignant-es seront supprimés dans les écoles parisiennes à la rentrée prochaine.

Par ailleurs, l’inclusion scolaire pour les élèves en situation de handicap se fait aujourd’hui sans les moyens nécessaires pour une scolarité réussie pour tous-tes les élèves. Il n’y a pas assez d’ULIS (classes spécialisées) ni de places dans les établissements médico-sociaux (IME, ITEP). Il n’y a pas assez d’AESH pour l’accompagnement des élèves en situation de handicap et ils et elles sont peu formé-es et si mal payé-es !

L’école n’a besoin ni d’uniformes, ni de méthodes imposées, ni d’évaluations nationales obligatoires sans intérêt. L’école a d’abord besoin de remplaçant-es et de personnels formé-es ! C’est ce que démontrent les résultats de l'enquête PISA : un système scolaire qui réussit très bien est un système qui investit dans la compétence pédagogique des enseignant-es.

Pourtant il est possible de financer les services publics en taxant davantage les bénéfices records des grandes entreprises et les catégories sociales les plus riches.

Nous demandons les moyens d’exercer notre métier correctement, au service de la réussite de tous nos élèves.

C’est pour cela qu’à l’appel d’une très large intersyndicale, nous serons en grève le mardi 19 mars.